



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 3, Juin 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



Conflictualité et Participation politique en République Démocratique du Congo : Regard croisé sur le processus électoral de 2023 à Djugu dans l'Ituri

Par

WEMBI WA WEMBI Paul

<https://orcid.org/0009-0000-5790-2599>. Enseignant-chercheur à l'Université Notre-Dame de Tshumbe ; Candidat au Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa/RDC.

ZEBUANDRA MANDUGBA Samuel

Candidat au Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa.

WAROM Janvier

<https://orcid.org/0009-0008-9843-6983>, Enseignant-chercheur à l'Université de Bunia et candidat au Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa

RESUME

La dynamique de la conflictualité à Djugu est une anguille qui dénature le processus électoral de 2019-2024 suite aux nombreux défis qu'elle impose, impactant les étapes du processus en affectant en même temps son intégrité, sa transparence et le privant de sa qualité démocratique. La présente note met en relief cette évidence en éclairant les différentes parties prenantes au processus électoral en rapport avec les dangers et défis liés à l'activisme des groupes armés sur ledit processus.

Mots clés : conflit, groupes armés, processus électoral, Djugu

SUMMARY

The dynamics of conflict in Djugu is an eel that discredits the 2019-2024 electoral process

following the many challenges it imposes and which impact the stages that process and undermine its integrity, transparency and deprive it of its democratic quality. This note highlights this evidence and enlightens the various stakeholders in the process on the dangers of these challenges related to the activism of armed groups on the electoral process.

Keywords: conflict, armed groups, electoral process, Djugu

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15704237>

1. INTRODUCTION

La région de Djugu, située dans la province de l'Ituri, à l'Est de la République Démocratique du Congo, est depuis plusieurs années le théâtre de violents conflits communautaires. Ces affrontements, souvent motivés par des questions foncières, ethniques et politiques, ont profondément affecté la stabilité sociale et la participation politique des populations locales. L'insécurité qui prévaut dans cette région a perturbé les processus électoraux, notamment les scrutins de 2023. Ces élections, organisées dans un climat de tensions et de violences récurrentes, ont été marquées par des accusations de fraudes, des intimidations, et des violations des droits civiques. Des interrogations sérieuses peuvent ainsi être soulevées quant à la crédibilité des résultats électoraux issus de ce contexte. Surtout que pour cette même cause (violence), les autres circonscriptions ont vu les scrutins être annulés ou reportés et n'ont pu reprendre que, comme l'affirme le rapport de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI RDC, 2024 : 12), lorsque « *le renforcement de l'intégrité du processus électoral, illustré par la reprise des élections des Députés Nationaux et Provinciaux dans les circonscriptions électorales de Masi-Manimba en province du Kwilu et de Yakoma en province du Nord-Ubangi, à la suite de l'annulation partielle des scrutins du 20 décembre 2023 dans ces circonscriptions électorales* ».

La faible participation électorale, le déplacement massif des populations fuyant les violences, ainsi que la manipulation des résultats par certains acteurs politiques profitant de l'instabilité, ont contribué à une déconnexion entre le choix des électeurs et les résultats officiels. Ces réalités soulèvent des inquiétudes quant à l'impact des conflits communautaires sur la transparence et la légitimité des résultats issus d'un tel processus électoral en RDC, et à Djugu, en particulier.

Cette étude vise à déterminer les impacts des violences communautaires sur le processus électoral de 2023 à Djugu. Pour ce faire, notre démarche est qualitative. Elle se base sur les données récoltées grâce à une observation participante faite lors des différentes étapes du processus en tant que candidat et électeurs ayant participé à toutes les étapes du processus. Ces observations sont renforcées par des entretiens que nous avons eus avec les membres des parties prenantes au processus pendant la même période, les écrits des autres chercheurs, les rapports..., ont été mis en contribution pour l'enrichissement de ce papier.

Pour ce faire, cette réflexion traite tour à tour : des caractères du conflit communautaire à Djugu (1), des défis au processus électoral (2) et ses impacts sur le processus électoral dans la circonscription de Djugu en Ituri (3).

2. CARACTERES DU CONFLIT COMMUNAUTAIRE A DJUGU

Pour cerner l'interaction entre conflictualité et démocratie électorale en se basant sur la circonscription de Djugu, il convient de comprendre les mobiles et d'identifier les principaux acteurs dans ces phénomènes.

1.1 Mobile du conflit

Les conflits communautaires ont pour motivation plusieurs facteurs en fonction de leurs causes et de leurs manifestations. Ces facteurs sont: le repli identitaire, la lutte sur et pour les ressources et enfin les compétitions politiques.

2.1.1 Repli identitaire

Les référents sur lesquels les protagonistes s'appuient pour alimenter les motivations des violences sont liés à des identités collectives, telles que l'ethnicité, la religion ou la culture. À Djugu, les conflits Hema-Lendu sont principalement identitaires, chaque groupe ayant construit une identité distincte au fil du temps, renforcée par des dynamiques historiques et politiques.

1.1.2. Lutte sur et pour les ressources

La circonscription de Djugu est généralement subdivisée en zone agricole (zone Montagneuse), minière (région de Mongwalu et environs) et lacustre (bord du lac Albert). Ces zones constituent le soubassement d'activités des différents groupes sociaux et par le fait même constituent la source de survie de la population locale. Les confrontations entre les acteurs de ces différentes activités

conduisent aux conflits de ressources qui se produisent lorsque des groupes entrent en concurrence pour des ressources limitées : les terres agricoles, les minerais ou d'autres biens économiques. Djugu, riche en terres fertiles et en ressources minières, est un terrain fertile pour ce type de conflits, la compétition pour ces ressources étant l'une des principales causes des violences intercommunautaires.

1.1.3. Compétitions politiques

Les luttes pour l'acquisition et la conservation du pouvoir est une autre facette de conflictualité dans la région. Couplée à la tribalisation des jeux politiques, cette conflictualité fait que différents groupes sociaux s'affrontent pour le contrôle du pouvoir politique, que ce soit au niveau local ou national à travers les représentants de communautés locales ou groupes sociaux. Les conflits à Djugu ne sont pas seulement économiques et identitaires, mais aussi politiques. Ainsi chaque groupe tente de consolider son influence au sein des institutions (services publics et administratifs) locales et nationales. Les conflits identitaires se mêlent souvent aux conflits de ressources et aux luttes pour le pouvoir, exacerbant les tensions locales. Les candidats utilisent les divisions entre groupes sociaux à leur avantage, exploitant les clivages ethniques pour mobiliser leurs bases communautaires, ce qui renforce les divisions et fragilise la stabilité électorale dans la région.

1.2. Acteurs clés de la conflictualité

1.2.1 Groupes armés

Ces acteurs jouent un rôle crucial en influençant le climat sécuritaire et peuvent interférer directement avec le processus électoral en intimidant les électeurs, les candidats, les agents de la CENI ou en contrôlant certaines zones. Leur influence peut fausser les résultats et compromettre la légitimité des élections comme nous le mentionnerons dans les parties suivantes. La circonscription électorale est à majorité contrôlée par des groupes armés dont les principaux sont la Codeco et les mouvements d'autodéfenses (Zaire, MAPI, Jamukula Batu, ...) qui soumettent les agents électoraux à leurs visions et intérêts politiques, se livrent quotidiennement à des violences et attaques réciproques (entre eux), sur les forces loyalistes et sur les populations civiles.

1.2.2 Leaders communautaires

Les leaders communautaires ont une influence significative sur les comportements électoraux en guidant les membres de leur communauté dans les choix politiques. Le soutien ou l'opposition à certains candidats peut avoir un impact majeur sur les résultats électoraux. En effet, les différentes ethnies présentes dans la circonscription électorale de Djugu s'organisent en mutualité et désignent leurs représentants pour discuter des questions socio-politiques. Ces représentants se constituent en leader communautaire et dirigeant pour s'imprégner, orienter, et résoudre tous les problèmes qui touchent les membres, individuellement ou la communauté dans son ensemble mais aussi définissent les conduites à suivre pendant les grands enjeux. Pendant les élections, des réunions sont organisées dans les états-majors des différentes communautés pour adopter une attitude commune ou pour recevoir les mots d'ordre sur le choix des candidats issus de la communauté ou bénéficiant de son soutien.

1.2.3 Partis politiques et institutions électorales

Les partis politiques naviguent dans un environnement complexe en tenant compte des défis sécuritaires et sociaux pour mener leurs campagnes. Etant donné que la plupart des partis politiques d'origines ituriennes étaient des anciens groupes armés transmutés et ayant des liens avec les milices actuelles ou les communautés en conflits, l'exercice des activités électorales est souvent limité aux rayons d'action communautaire au lieu de la circonscription. Les candidats eux-mêmes sont souvent limités à cause de leur appartenance politique ou communautaire dans un groupe opposé à un autre. C'est donc une limitation de rayon d'action électoral qui est imposé aux acteurs en contradiction avec les lois et règlements des institutions électorales qui fixent les circonscriptions électorales pour chaque type de scrutin. Même les animateurs des institutions électorales sont affectés selon les liens sociologiques dans les centres et bureaux de vote au lieu que cela se passe sur base des critères réglementaires d'impartialité, d'indépendance, de transparence, etc.

2. DEFIS AU PROCESSUS ELECTORAL A DJUGU

La majeure partie du territoire de Djugu est contrôlée par les milices armées affiliées aux différents groupes (ethniques) locaux qui se livrent à des conflits cycliques depuis belle lurette. Ces luttes ont sérieusement portée atteintes à l'organisation du processus électoral dans cette zone.

2.1. Défis sécuritaire

Le territoire de Djugu fait face à de nombreux défis sécuritaires qui affectent directement le déroulement des élections et la stabilité de la région. Ces défis sont principalement liés à la « *présence de groupes armés* » et aux « *conflits interethniques* » persistants.

- *Groupes armés et milices locales* : Djugu est marqué par la présence de plusieurs groupes armés, dont des milices locales telles que la CODECO (Coopérative pour le développement du Congo), qui ont activement participé aux violences contre certaines communautés. Ces groupes armés opèrent dans une logique de défense ethnique et de contrôle des ressources, exacerbant les tensions entre les communautés locales. Leur présence dans les zones rurales a souvent provoqué un climat de peur parmi la population, qui craint des représailles ou des attaques (Utesserre S., 2010).
- *Conflits interethniques et violences communautaires* : Le conflit entre les communautés « Hema » et « Lendu » reste au cœur de la situation sécuritaire de Djugu. Ces deux groupes s'affrontent régulièrement pour des questions liées à la terre, aux ressources naturelles et à la gouvernance locale. Les violences intercommunautaires perturbent non seulement la vie quotidienne, mais elles affectent également le processus électoral en alimentant la méfiance et en rendant difficile la mobilisation électorale surtout à la suite du vide sécuritaire laissé par l'Etat et qui concoure à l'émergence et une grande activité des groupes armés (WAROM Janvier, Juillet 2024).

2.2.Défis géographiques

Les défis géographiques à Djugu ont également un impact considérable sur les élections, car ils affectent l'accessibilité des bureaux de vote et le déploiement des agents électoraux. Ces défis sont :

- *Enclavement et infrastructures de transport insuffisantes* : Djugu est un territoire en grande partie enclavé, avec peu d'infrastructures routières fiables. Cela rend difficile l'accès à de nombreuses zones rurales, en particulier pendant la saison des pluies, où les routes deviennent impraticables. Le « *manque d'infrastructures* » complique le déploiement des matériels électoraux, l'acheminement des agents électoraux et l'accès des électeurs aux bureaux de vote, surtout dans les régions les plus éloignées. Cette situation contribue à un taux de participation électorale plus faible dans certaines parties du territoire.

- *Disparités entre les zones rurales et urbaines* : Il existe des disparités importantes entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé et les infrastructures. Ces disparités se traduisent également dans l'organisation des élections. Les zones urbaines bénéficient généralement de meilleures infrastructures électorales, tandis que les zones rurales sont souvent négligées, avec des bureaux de vote éloignés et peu de moyens pour informer et mobiliser les électeurs (Tearns J., 2013 :34-50).

2.3.Défis sociaux

Liés principalement aux tensions sociales et inégalités socio-économiques, ces défis influencent négativement la participation citoyenne et les pratiques démocratiques.

- *Tensions sociales et alliances politiques* : Les conflits entre les communautés Hema et Lendu ne se limitent pas seulement à la violence, mais ils s'expriment également sur le plan politique. Les alliances électorales sont souvent influencées par l'appartenance ethnique, ce qui conduit à des choix électoraux basés sur des considérations communautaires plutôt que sur des programmes politiques. Cette polarisation ethnique accentue la méfiance entre les groupes et limite la capacité des candidats à se présenter comme des figures unificatrices. Les élus deviennent des défenseurs de leurs camps d'appartenance au lieu d'être des représentants du peuple jouissant du mandat représentatif.
- *Pauvreté et chômage* : Djugu est une région marquée par une pauvreté généralisée et un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes. Cette précarité sociale augmente leurs vulnérabilités face à l'influence des acteurs politiques, notamment à travers l'achat de votes ou des promesses d'emplois. Le manque de perspectives économiques pousse de nombreux jeunes à rejoindre des groupes armés ou à soutenir des candidats qui leur promettent un avenir meilleur, même si cela renforce les divisions sociales et ne relève que d'une démagogie.
- *Accès limité à l'éducation* : Le faible niveau d'éducation de la population, en particulier dans les zones rurales, constitue un autre obstacle au bon déroulement du processus démocratique. Une population mal informée est plus susceptible à la manipulation vis-à-vis des acteurs politiques malintentionnés. De plus, le manque d'éducation civique limite la compréhension des enjeux électoraux et la capacité des électeurs à faire des choix éclairés.

Il faut noter ici que à chaque type de défis correspond un certain nombre d'influence négative sur le processus électoral dans la circonscription de Djugu.

3. IMPACTS DE CONFLIT SUR LE PROCESSUS ELECTORAL A DJUGU

Les élections sont souvent un moment de cristallisation des tensions, où les rivalités intercommunautaires se manifestent à travers des alliances politiques et des choix électoraux basés sur l'appartenance ethnique. Ces tensions ont des répercussions directes sur la cohésion sociale et la légitimité du processus électoral.

3.1. Impacts liés aux défis sécuritaires

Les défis sécuritaires à Djugu ont profondément affecté les pratiques électorales, influençant non seulement la participation des électeurs, mais aussi la conduite des candidats et autorités électorales.

- *Manipulation électorale par la violence* : L'insécurité généralisée a favorisé l'émergence de pratiques électorales illicites, notamment la manipulation des électeurs à travers la violence ou l'intimidation. Des groupes armés locaux (Codeco et groupes d'autodéfenses) ont exercé une pression sur les électeurs, les contraignant parfois à voter pour certains candidats ou les empêchant de se rendre aux bureaux de vote. L'excès de violence, intimidations et exigences financières par ces groupes armés ont concouru à diminuer l'engouement des citoyens pour l'exercice de leur droit. Ces violences ont contribué à fausser le processus démocratique et à limiter la liberté de choix des électeurs.
- *Déplacements forcés et démographie électorale* : Les conflits armés ont entraîné le déplacement massif de populations, modifiant ainsi la carte électorale et compliquant l'organisation du scrutin. De nombreux électeurs déplacés ont été incapables de voter dans leurs circonscriptions d'origine, ce qui a perturbé le recensement électoral et entraîné une baisse de participation dans les zones affectées par les violences. Par conséquent, les résultats électoraux dans certaines zones ne reflètent pas fidèlement la volonté populaire en raison de l'absence de nombreux électeurs déplacés.

3.2. Impacts liés aux défis géographiques

Les défis géographiques à Djugu ont eu un effet tout aussi déterminant sur les pratiques électorales, en particulier en ce qui concerne la participation et la gestion logistique du processus électoral.

- *Enclavement et accessibilité limitée* : Djugu, en grande partie enclavé et doté d'infrastructures routières inadéquates, a vu plusieurs zones rurales rester isolées pendant le processus électoral. Les bureaux de vote dans ces régions étaient difficiles d'accès, ce qui a découragé certains électeurs de participer aux élections, d'autant plus que le transport des matériels et des agents électoraux n'a pas pu être réalisé efficacement. L'inaccessibilité de ces zones a souvent conduit aux retards dans le déroulement du scrutin, compromettant la transparence et l'équité des résultats dans certaines circonscriptions.
- *Disparités de participation entre les zones rurales et urbaines* : Les électeurs vivant dans des zones urbaines mieux desservies ont généralement bénéficié de meilleures infrastructures pour voter, tandis que les électeurs des zones rurales, plus isolées, ont été confrontés à un manque de moyens logistiques et d'accès à l'information électorale. Ces disparités géographiques ont créé des inégalités dans le taux de participation électorale, affectant ainsi la légitimité des résultats dans les zones les plus difficiles d'accès (International Crisis Group, 2020 : 291, 1-30)

3.3. Impacts liés aux défis sociaux

Le déficit d'éducation et le manque de moyen sont des freins à la participation électorale pour les citoyens de Djugu. En effet, à cause de l'éloignement des centres ou bureaux de vote, de la lenteur des opérations, les citoyens n'ayant pas les moyens nécessaires pour se déplacer vers les bureaux ou qui n'ont pas de garanti de leur survie durant toute une journée de marche et d'attente sur les files d'attente renoncent à l'exercice de leur devoir civique. Sinon, certains candidats habiles en profitent pour organiser leur transport, leur offrir une garantie alimentaire pour la journée en contrepartie de leur vote. Ce qui constitue une forme de corruption ou d'achat de conscience.

Le déficit d'éducation, surtout civique concourent aussi au désintérêt des citoyens à l'exercice de leur droit. Ils préfèrent se livrent à l'exercice de leur activités quotidiennes au lieu d'aller passer toute une journée (ou plus) sans exercer leurs activités de routine. Ils ne voient pas l'intérêt ou l'impact de ces activités sur leur vécu quotidien car se consacrant pleinement à relever les défis de la pauvreté et de chômage auxquels le système politique n'apporte guère de solution.

CONCLUSION

Cette note d'analyse met en exergue l'adéquation entre l'activisme des groupes armés et ses impacts sur le déroulement du processus électoral de 2023 dans la circonscription de Djugu. Ce

texte met efficacement en lumière les effets dévastateurs de la conflictualité sur la démocratie électorale.

Dégager les caractères de la conflictualité dans cette zone permet de comprendre les mobiles de la violence perpétrée par les milices armées et met en relief la qualité des acteurs impliqués dans la déstabilisation des processus démocratiques en République Démocratique du Congo. Le repli identitaire, les luttes sur et pour le contrôle des ressources et les compétitions politiques sont à la base d'une violence communautaire cyclique dans la région de Djugu où les groupes armés, leaders communautaires et parfois les prétendants aux fonctions politiques s'adonnent à des combats, oppositions, luttes accompagnés des violences souvent armées qui impactent différents processus socio-politiques et détruisent le tissu socio-économique local.

Les impacts sur le processus politique sont liés aux différents défis, corollaires à la sécurité, géographie politique et aux problèmes socio-économiques que connaît cette circonscription. L'activisme des groupes armés et milices locales, les conflits et violences communautaires, l'enclavement de la zone lié à l'insuffisance (voire au manque) des infrastructures et moyens de transport, la disparité entre les zones rurales et urbaines, tensions sociales et alliances politiques, pauvreté et chômage, accès limité à l'éducation...sont autant des défis qui affectent et tentent même de discréditer le processus électoral dans la circonscription de Djugu.

Porter un regard sur les menaces que peut procurer l'activisme des groupes armés sur les différents processus politiques offre une diversité de grille de lecture, la nôtre a eu l'opportunité de relever les impacts négatifs sur le processus électoral, mais les aspects de ses conséquences sur la crédibilité de ce processus et même sur la légitimité des gouvernants issus dudit processus peuvent constituer une piste aussi intéressante.

BIBLIOGRAPHIE

- CENI, Rapport Annuel, RDC, Kinshasa-Gombe, Avril 2024 - Mars 2025,
- International Crisis Group (2020). « Ituri : Retour d'un conflit oublié ». Rapport Afrique, 291,
- Tearns J. (2013). « North-Eastern Congo's armed groups: The Case of CODECO » in *Journal of African Conflicts and Peace Studies*, 7(1), 34-50.
- Utesserre S. (2010). *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*. Cambridge University Press
- WAROM Janvier (Juillet 2024), « Administration du territoire de DJUGU en ITURI de 2017 à 2023 : épreuve ou démission de l'Etat congolais » in *Revue Internationale de Droit et Science Politique* (560-576), vol. 4, No7